

## DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA COOPÉRATION – SECTION AMÉRIQUE LATINE



Echange d'expériences sur les banques de semences

**BioCultura** : c'est sous ce nom qu'a été lancé le nouveau programme de développement conçu pour la Bolivie dans le but d'aider ce pays andin à préserver sa biodiversité et à réduire la pauvreté de sa population indigène. La Bolivie est, avec le Pérou, l'un des dix pays les plus riches de la planète en termes de biodiversité. L'approche du programme consiste à promouvoir la culture durable d'espèces indigènes pour améliorer la sécurité alimentaire et à créer de nouvelles sources de revenus pour remédier à l'exploitation sauvage des ressources. Cette initiative a été lancée conjointement par le Ministère bolivien de l'environnement et la DDC.

« Il est paradoxal de constater que ce sont souvent les endroits où la population rurale est la plus pauvre qui ont la biodiversité la plus riche » relève le spécialiste bolivien de l'environnement Gonzalo Mérida, chargé du suivi du programme BioCultura auprès du Bureau de la DDC à La Paz. A ses yeux, le programme doit poursuivre un double objectif : préserver les richesses que recèle le pays tout en favorisant leur accès au marché, afin que les paysans puissent en tirer profit. Il

ne s'agit pas d'organiser des coupes ordonnées dans une forêt déjà largement décimée, mais d'exploiter de nouvelles sources de revenus : fruits tropicaux poussant à l'état sauvage, tubercules andins, laine de lama et d'alpaga ou herbes médicinales dont les paysans connaissent parfaitement les propriétés. Il est en outre prévu d'encourager la culture de plantes fourragères et vivrières indigènes telles que la pomme de terre et le maïs, afin d'améliorer la sécurité alimentaire du pays.

#### La forêt au centre

La gestion durable et socialement responsable des forêts andines et de leurs écosystèmes constitue un volet déterminant du programme BioCultura, qui peut s'appuyer sur les expériences rassemblées depuis 1992 dans le cadre de projets tels que PROBONA et ECOBONA en Bolivie, en Equateur et au Pérou. La mise en œuvre de ces projets, qui ont bénéficié du soutien de la DDC, a été assurée par *Intercooperation*, la fondation suisse pour le développement et la coopération internationale, en collaboration avec un grand nombre de partenaires locaux et nationaux. Les efforts visant à combiner judicieusement économie

forestière et protection des forêts d'une part, développement rural et accès au marché d'autre part, constituent la clé de voûte de ce nouveau programme. Selon la biologiste bolivienne Ximena Aramayo, PROBONA a largement contribué à revaloriser les forêts andines. Pour cette coordinatrice d'ECOBONA en Bolivie, il ne suffit pas de protéger le milieu forestier. Elle préconise plutôt une approche globale, dans laquelle protection et exploitation de l'écosystème iraient de pair.

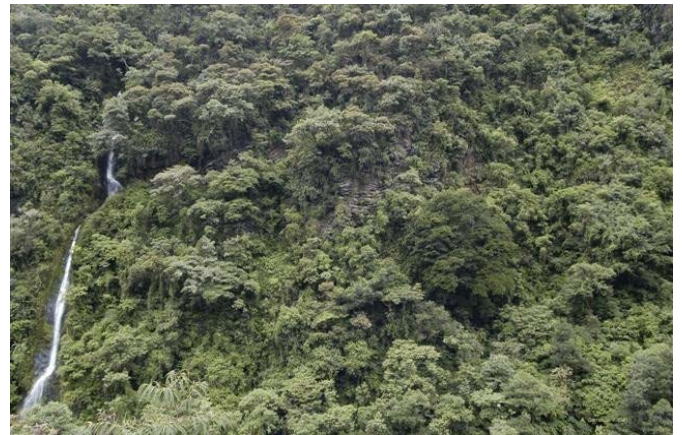


Forêt andine, promoteur forestier de la Fondation tierra

Dans les départements de Cochabamba, de La Paz, de Chuquisaca, de Potosí et de Tarija, les activités déployées par les communes se sont concentrées ces dernières années sur trois secteurs : les efforts ont tout d'abord porté sur l'amélioration de l'agriculture et de l'élevage à proximité immédiate des forêts. La mise sur pied de petits systèmes d'irrigation, la construction de terrasses et l'adoption de mesures de préservation des sols ont permis d'éviter l'extension progressive de la surface agricole au détriment des forêts. Le deuxième secteur d'intervention a trait à la gestion systématique des peuplements forestiers moyennant un reboisement et un déboisement ciblés, ainsi que par la pose de clôtures. Enfin, de nouvelles sources de revenus prometteuses à brève échéance ont été créées grâce, notamment, à la culture et à la cueillette d'herbes médicinales entrant dans la composition d'infusions et de pommades, à l'introduction de l'apiculture et à la promotion de l'artisanat local. Ces nouvelles branches ont ouvert de nouvelles perspectives d'emploi à la population, et tout particulièrement aux femmes.

Le projet de semences FOSEFOR, qui bénéficie lui aussi du soutien de la DDC et dont la mise en œuvre a été confiée à *Intercooperation*, fournit depuis de nombreuses années un appui aux projets forestiers en se concentrant sur la production de semences et de plants d'arbres et d'arbustes « exotiques » aussi bien indigènes qu'importés. Une banque de gènes a été créée en étroite collaboration avec l'école de sylviculture de l'Université de Cochabamba. Y sont conservées les semences de plus de 100 variétés indigènes.

Parmi les succès remportés dans la mise en œuvre de ces projets forestiers, il convient de relever l'introduction de plans d'exploitation du territoire et de règlements applicables à la gestion des ressources naturelles à l'échelon communal, ainsi que le soutien politique accordé à la protection de l'environnement. Ainsi, quelque 90 000 hectares de forêt ont pu être préservés à ce jour, soit près d'un huitième de la superficie forestière de la région andine de la Bolivie. Des normes compatibles avec les traditions de la population locale ont été fixées en concertation avec les syndicats agricoles, des organisations paysannes fortement enracinées dans le terreau bolivien. C'est ainsi que tout couple fraîchement marié a le droit de défricher un coin de forêt et d'abattre des arbres pour se construire une maison. Une douzaine de règlements d'exploitation ont été adoptés à ce jour à l'échelon communal et plusieurs municipalités sont désormais dotées, pour la première fois, de bureaux et de spécialistes affectés à la gestion et au contrôle des forêts.



Forêt tropicale primaire (Yungas)

### Pression exercée sur les forêts

Dans de nombreuses régions de Bolivie, l'exploitation sauvage des ressources naturelles a pris une ampleur dramatique. La « liste rouge » des espèces et des écosystèmes menacés d'extinction ne cesse de s'allonger. L'ours andin en fait partie. De même, certaines variétés de lichen indigène disparaissent car elles sont utilisées au titre de combustibles. Les forêts régressent : si, dans les années 90, l'ampleur du déboisement équivalait à 150 000 à 200 000 hectares par an, ce sont aujourd'hui 200 000 à 300 000 hectares qui sont sacrifiées chaque année. Les conflits ayant trait à l'exploitation des terres menacent eux aussi la biodiversité. Jusque-là, les entrepreneurs privés étaient les premiers à bénéficier des concessions accordées par le gouvernement pour la gestion des forêts, mais la nouvelle Constitution a récemment transféré ces compétences à des organisations communautaires paysannes et indigènes. Or il s'agit là de tâches auxquelles les nouveaux responsables ne sont souvent pas préparés. Impossible, dès lors, d'exclure le risque que les forêts soient déboisées aux fins d'exploitation agricole. L'attribution de forêts, de prairies et de champs à des paysans sans terre sous le gouvernement du président Evo Morales a par ailleurs encore renforcé la pression exercée sur les ressources naturelles et la biodiversité.

Le nouveau programme BioCultura regroupe sur deux zones de 10 000 km<sup>2</sup> chacune les activités d'ECOBONA, qui se répartissaient jusque-là sur sept régions géographiques bien délimitées. Dix communes en bénéficient : deux de la province d'Ayopaya, dans le département de Cochabamba, et huit dans le département de Chuquisaca, dont 30% à 50% du territoire est constitué de forêts et qui comptent 140 000 habitants. Fait nouveau : ce sont les autorités étatiques qui pilotent les processus et le gouvernement qui instruit les ONG disposées à mettre leur savoir-faire au service du programme. Cette démarche permet d'asseoir la durabilité des changements structurels et des conditions générales régissant le développement économique. Le programme BioCultura revêt par là-même un caractère public-privé, et les expériences rassemblées par la DDC et ses partenaires sont intégrées dans des politiques publiques officielles. Le programme vise l'adoption, au niveau de l'Etat central, d'une stratégie portant sur la protection et la gestion des écosystèmes andins. A l'échelon des communes, BioCultura fournit aux autorités locales le cadre et le soutien nécessaires pour organiser et planifier elles-mêmes la gestion des ressources et le développement économique.

### De projets isolés vers un programme ?

Après des débuts prudents dans les secteurs du reboisement, de l'éducation à l'environnement et de la promotion de variétés de pommes de terre locales, les projets ont peu à peu axé leurs activités sur la préservation de la biodiversité inhérente à des écosystèmes entiers. Le programme BioCultura, qui a été lancé mi-2009 pour une durée initiale de 5 ans, doit permettre de mettre à profit ces expériences dans une planification nationale élaborée sous la direction du vice-ministre de l'environnement. Géraldine Zeuner, cheffe du Bureau de coopération de la DDC à La Paz, en attend un effet d'échelle appréciable. Le nom composé *Bio-Cultura* représente à ses yeux davantage qu'une simple dénomination : il incarne la double nécessité de préserver la biodiversité et de promouvoir le savoir traditionnel qui s'y rapporte.

### Le cas particulier de la pomme de terre

Depuis 20 ans, la DDC encourage la production locale de semences en Bolivie en plaçant l'accent sur la reproduction et la certification de variétés indigènes. D'avis d'experts, la biodiversité de la pomme de terre est particulièrement menacée, l'érosion génétique ayant provoqué la disparition de variétés séculaires. Le changement climatique représente un risque supplémentaire. Selon les estimations, 12% des variétés de pommes de terre sauvages sont voués à l'extinction à cause de la dégradation de l'environnement. Dans les Andes tout particulièrement, la pomme de terre est garante de la sécurité alimentaire et sa culture revêt une importance vitale. Avec le soja, la pomme de terre est la principale denrée agricole cultivée en Bolivie. Quelque 200 000 petits paysans font pousser ce tubercule sur 135 000 hectares de terres. La Bolivie compte 230 variétés de pommes de terre indigènes aux origines souvent très lointaines.

Le projet AGRUCO de l'Université de Cochabamba, qui a bénéficié du soutien de la DDC pendant de nombreuses années, a ouvert la voie à cette nouvelle approche. Connaissances universitaires et savoir andin traditionnel s'y unissent dans un dialogue fructueux, le but étant de préserver la biodiversité et de développer des pratiques agricoles fondées sur des critères de durabilité. Scientifiques, techniciens et paysans unissent leurs efforts pour améliorer la production agricole. C'est ainsi que la pomme de terre indigène Huaycha a été plantée dans la communauté villageoise de Tapacarí, département de Cochabamba, en association avec des engrais organiques. Les paysans rapportent que leurs récoltes ont triplé depuis lors.



*Des paysans de la région de Potosí contrôlent la qualité des semences*

Le programme BioCultura est mis en œuvre dans 50 districts enregistrant une riche biodiversité et une pauvreté marquée. Ses activités se concentrent sur deux régions : l'altiplano (vastes hauts plateaux) et les vallées arides interandines. En termes de biodiversité, ces régions ne peuvent certes pas rivaliser avec les forêts de la plaine bolivienne. Elles abritent cependant plus d'un tiers de la population, en particulier des paysans indigènes – essentiellement des communautés aymara et quechua – vivant dans des conditions particulièrement précaires. Le choix des régions s'est fondé sur des études réalisées par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le programme vise en priorité à assurer une gestion pertinente et durable des sols, afin d'empêcher l'extinction d'un patrimoine unique pour l'humanité. Le deuxième objectif prioritaire consiste à augmenter les revenus et à améliorer la qualité de vie de la population indigène pour mettre un frein à l'exode rural et à la migration.



Arrosage de plants dans les hauts plateaux

### Tout changement requiert du temps

Avant le lancement du programme BioCultura, des experts indépendants ont étudié à la loupe l'impact des projets relatifs à la biodiversité mis en œuvre par la DDC dans les régions andines.\* Dans leur rapport, les évaluateurs attestent que les projets AGRUCO, PROBONA/ECOBONA et BASFOR ont permis de sensibiliser les autorités et la population à l'importance que revêt la préservation des forêts indigènes andines. Deux facteurs expliquent, selon eux, l'impact marqué de ces projets : d'une part, ils ont su tenir compte des spécificités locales et des valeurs culturelles ; d'autre part, ils ont pu s'appuyer sur des organisations influentes. Bien que le savoir-faire technique fasse souvent défaut, ces organisations possèdent une vaste expérience et une longue tradition de la gestion des ressources naturelles. Les experts relèvent l'importance de mettre pleinement à profit ces atouts.

Ils soulignent en outre avec insistance l'importance de laisser mûrir les processus participatifs. A cet égard, ils relèvent que « la participation véritable est le seul moyen d'associer la population locale à des activités visant à préserver la biodiversité ». Et pourtant, il n'existe pas de recette toute faite : il faut y consacrer du temps et des efforts. Selon les évaluateurs, le réseau de coopération existant entre les différents projets mis en œuvre par la DDC dans la région s'est révélé particulièrement précieux. C'est ainsi qu'AGRUCO a utilisé des semences de pommes de terre mises à disposition dans le cadre du projet PROINPA, tandis que des projets forestiers ont bénéficié de semences fournies par FOSEFOR. Le rapport d'évaluation signale néanmoins que la mise en œuvre réussie de projets isolés ne suffit pas à garantir la préservation de la biodiversité. Le succès durable des projets passe, selon les experts, par la création d'institutions capables de garantir la pérennité des activités. Ils invitent à accorder une importance toute particulière à la stabilité institutionnelle dans les projets à venir. Il importe en outre d'éviter les régions à forte densité de forêts pour se concentrer sur celles où la pauvreté et les conditions environnementales difficiles compromettent la préservation de la biodiversité.

\* SDC's Contribution Towards Biodiversity : Impact in the Andean Region.

Le moment est bien choisi pour lancer un programme du type de BioCultura. A l'instar des autres pays, la Bolivie a pris davantage conscience des questions environnementales depuis le Sommet de Rio de Janeiro de 1992. A cette sensibilisation accrue s'ajoute la volonté politique, récente, de gérer les ressources du pays comme un patrimoine important. En parallèle, des bailleurs de fonds internationaux, dont la DDC, ont participé à l'élaboration des bases scientifiques requises pour la préservation des espèces. C'est ainsi que le gouvernement a adopté en 2001 une stratégie nationale pour la préservation de la biodiversité. Un groupe de 72 scientifiques lui a emboîté le pas en dressant le premier inventaire complet de l'état des zones de protection et de la diversité biologique du pays. Dans ce document, les experts ont décrit les dommages causés aux écosystèmes, le déboisement massif et le risque que représentent les monocultures, à commencer par la culture de soja, en forte expansion dans les régions de plaine ainsi que les conditions prévalant dans les parcs naturels et les réserves de biosphère. Ces dernières recouvrent près d'un tiers du territoire bolivien.



Conditionnement de tubercules dans un établissement local.

Informations complémentaires : DDC, Division Amérique latine, tél. +41 31 322 34 41, [www.deza.admin.ch](http://www.deza.admin.ch), [cosude.amlat@deza.admin.ch](mailto:cosude.amlat@deza.admin.ch)